

**Arrêté préfectoral complémentaire
modifiant les prescriptions applicables à la SAS DISTILLERIES DE MATHA
pour l'exploitation des installations situées
sur la commune de MATHA**

Le Préfet de la Charente-Maritime,
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu le Code de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 modifié relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation ;

Vu le décret du Président de la République du 13 juillet 2023 portant nomination de Monsieur Brice BLONDEL, Préfet de la Charente-Maritime ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2010-3216 DRCTE/BAE du 30 novembre 2010 autorisant la société Distilleries de MATHA à exploiter des installations de stockage et de mise en bouteille d'alcool de bouche situées sur la commune de Matha ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 26 août 2024 modifiant les prescriptions applicables à la SAS DISTILLERIES DE MATHA pour l'exploitation des installations situées sur la commune de MATHA ;

Vu le rapport de l'inspection faisant suite à la visite diligente sur site le 22 mai 2024 ;

Vu le dossier déposé par l'exploitant le 23 octobre 2025 en vue de détailler les modélisations des effets thermiques en cas d'incendie des chais en prenant en considération les dispositions constructives réelles des murs REI 120 et non REI 240 ;

Vu le rapport et les propositions du 24 octobre 2025 de l'inspection des installations classées ;

Vu le projet d'arrêté préfectoral complémentaire porté à la connaissance du demandeur le 30 octobre 2025 ;

Vu le retour de l'exploitant du 14 et 27 novembre 2025 à l'issue de la procédure contradictoire ;

CONSIDÉRANT que l'étude des effets thermiques démontre, qu'avec les murs coupe-feu existants de degré coupe-feu 2h des chais, une maîtrise du risque non acceptable en termes de gravité au vu des effets sortants ;

CONSIDÉRANT que les installations sont existantes et qu'une démarche complémentaire de réduction du risque pour le rendre acceptable doit être réalisée ;

CONSIDÉRANT qu'afin de rendre le risque acceptable, l'exploitant doit définir la mise en place de mesures de maîtrise des risques (MMR) organisationnelles et techniques, au sens de l'arrêté

ministériel du 29 septembre 2005 modifié susvisé, pour réduire la gravité (exposition des populations) associée aux phénomènes dangereux d'incendies généralisés des chais ;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de préciser les caractéristiques réelles des murs coupe-feu des chais (ie. REI 120) et d'envisager la possibilité d'en revoir le degré au regard de la démarche de réduction du risque à la source à réaliser - pour la configuration avec tenue des murs des chais- pour rendre la maîtrise du risque acceptable ;

CONSIDÉRANT qu'il est proposé de prescrire à l'exploitant également un complément de son étude de dangers en prenant en compte des MMR existantes sur site et en définissant d'autres à mettre en œuvre pour justifier d'un niveau de maîtrise des risques acceptables (des MMR devront permettre de décoter la gravité pour les phénomènes dangereux d'incendies généralisés sus-cités) ;

CONSIDÉRANT qu'à l'issue, un calendrier de déploiement des MMR complémentaires (par exemples : réduction / déplacement des stockages d'alcools et/ou renforcement des dispositions constructives des chais et/ou ajout de systèmes d'atténuation des effets thermiques et/ou acrotères et/ou mesures d'évitement de l'incendie généralisé...) - pour la configuration avec tenue des murs des chais - devra être proposé par l'exploitant pour rendre la maîtrise du risque acceptable pour son établissement de Matha ;

CONSIDÉRANT que par courrier du 14 novembre 2025 dans le cadre de la procédure contradictoire, l'exploitant a indiqué que *« comme le décrit l'étude de flux thermiques, si des effets sont aujourd'hui identifiés dans une périphérie très proche de notre site dans l'hypothèse d'un incendie généralisé de 2 cellules, et ce, malgré la présence de murs coupe-feu 2 heures, cela est uniquement dû à une évolution de l'outil de modélisation mis en œuvre, c'est-à-dire à une évolution de la réglementation. En effet, une telle dangerosité n'avait pas été relevée lors de la constitution de notre dossier de demande d'autorisation ayant conduit à l'arrêté du 30 novembre 2010 et la modification de la valeur des murs coupe-feu est sans incidence sur la gravité de l'évènement considéré, cette dernière étant seulement liée à l'existence ou non de murs »* ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant détaille également être « favorable à ce qu'un nouvel arrêté préfectoral complémentaire soit rédigé pour corriger la valeur de smurs coupe-feu » et si des prescriptions sont édictées, il souhaite notamment que des délais supplémentaires lui soient accordés ;

CONSIDÉRANT que la première version de l'arrêté préfectoral complémentaire permettait notamment à l'exploiter d'entreprendre une démarche de réduction du risque pour palier notamment l'absence de murs coupe-feu 4h requis dans l'AP de 2010 susvisé ainsi que dans l'étude de dangers ayant conduit à ce même arrêté et que dans les faits, les murs sont au plus coupe-feu 2h ;

CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de régulariser la situation sans toutefois dégrader le niveau de maîtrise des risques tels que prescrit à date visant notamment le déploiement de murs coupe-feu 4h « ou équivalent » » ;

CONSIDÉRANT au regard de la demande de l'exploitant formulée dans son courrier du 14 novembre 2025 susvisé, qu'il est proposé de laisser un délai de 24 mois à l'exploitant soit :

- pour se conformer aux dispositions de son arrêté préfectoral de 2010 en renforçant le degré des murs coupe-feu à un degré de 4 h « ou équivalent » ; dans ce cas d'espèce, la maîtrise des risques resterait actée et calée sur ce qui a été réalisé en 2010 et non actualisé sur la base de nouvelles modélisations des effets thermiques ;

- pour réalisation d'un complément d'étude de dangers et de définir des mesures de maîtrise du risque pour réduire la gravité des effets thermiques occasionnant des effets sur les tiers à l'extérieur et *in fine* de les mettre en œuvre ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant n'apporte pas plus d'éléments dans sa correspondance du 27 novembre 2025 susvisé que ceux déjà transmis et qu'il est nécessaire de s'assurer que les murs coupe-feu concernés sont bien coupe-feu 4 h comme autorisés ou à défaut de réaliser les études et

compléments pour disposer d'une maîtrise du risque acceptable dans les conditions autorisées de l'établissement ;

CONSIDÉRANT que les conditions légales de délivrance du présent acte sont réunies ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture,

ARRÊTE

Article 1^{er} : Bénéficiaire et portée de l'autorisation

La société DISTILLERIES DE MATHA SAS, est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter sur le territoire de la commune de Matha (17160) au 4 bis rue des Douves, les installations détaillées dans les articles suivants.

Article 2 : Caractéristiques des murs coupe-feu des chais / Démarche de réduction du risque pour le rendre acceptable (gravité) – Compléments d'étude de dangers pour les incendies généralisés des chais

L'exploitant respecte sous 24 mois à compter de la notification du présent arrêté soit la disposition détaillée en a) soit celle détaillée en b) ci-dessous :

a) Sous 24 mois à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions de l'item « Murs » suivantes de l'article 7.3.3 de l'arrêté préfectoral du 30 novembre 2010 susvisé sont respectées : « Les murs des chais sont construits en matériaux de classe A2s1d0 (MO) et REI240 (coupe-feu 4h) ou équivalent. Le mur séparant les chais 2 et 4 sont coupe-feu 4h ». Dans le cas où des investigations sur les murs doivent être réalisés pour démontrer le respect du degré coupe-feu requis, ces dernières sont réalisées au plus tard sous le délai supra et les résultats sont transmis à l'inspection.

b) L'item « Murs » de l'article 7.3.3 de l'arrêté préfectoral du 30 novembre 2010 susvisé est annulé et remplacé comme suit :

Murs

Les murs des chais sont construits en matériaux de classe A2s1d0 (MO) et REI 120 *a minima* (coupe-feu 2 heures) ou équivalent.

Le mur séparant les chais 2 et 4 sont coupe-feu 2 h *a minima*. Pour compenser l'absence d'acrotères sur ce mur, l'exploitant met en place une installation fixe de refroidissement (cf. article 7.6 de l'arrêté préfectoral du 30 novembre 2010 susvisé et article 6 de l'arrêté préfectoral du 26 août 2024 susvisé).

Le degré des murs coupe-feu pourra être revu en fonction des dispositions à déployer à la suite de la démarche de réduction du risque imposée à l'article 3 du présent acte.

Dans un délai de 18 mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant transmet un complément d'étude de dangers (pour la configuration avec tenue des murs des chais) établi en application des dispositions de l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 modifié susvisé et devant :
- prendre en compte les MMR existantes sur site et en définissant d'autres à mettre en œuvre pour justifier d'un niveau de maîtrise des risques acceptables (des MMR devront permettre de décoter la gravité pour les phénomènes dangereux d'incendies généralisés des chais tels que détaillés dans l'étude susvisée reçue le 23 octobre 2025).

Les MMR techniques et/ou organisationnelles retenues dans le complément d'étude de dangers supra devront répondre à la définition d'une MMR au sens de l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 modifié susvisé.

L'exploitant propose à l'inspection un calendrier raisonnable de déploiement des MMR complémentaires attendues d'être mises en place pour rendre la maîtrise du risque acceptable

(réduction de la gravité pour les incendies généralisés des chais). En tout état de cause, le déploiement de ces MMR complémentaires ne devra pas excéder 24 mois à compter de la notification du présent arrêté.

Autrement dit dans les 12 mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant met en place les dispositions qui s'imposent pour garantir que la maîtrise du risque, au sein de l'établissement de Matha, revienne à un niveau considéré comme acceptable.

Article 4 : Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Poitiers :

1° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Conformément aux dispositions de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois.

Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2° ci-avant.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du Code de l'environnement).

Article 5 : Publicité

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-45 du Code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet de la Préfecture de la Charente-Maritime pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 6 : Exécution

Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Charente-Maritime, la Sous-Préfète de Saint-Jean d'Angély, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Nouvelle-Aquitaine et le Maire de MATHA sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera notifiée à la SAS DISTILLERIES DE MATHA.

La Rochelle, le

19 DEC. 2025

Le Préfet,

Pour le Préfet et par délégation
Le Secrétaire Général
Emmanuel CAYRON
Brice BLONDEL

